

LA SÉCURITÉ SOCIALE
MÉRITE MIEUX QUE L'AUSTÉRITÉ

GRÈVE
le 15 septembre

55 MIN • ½ JOURNÉE • JOURNÉE COMPLÈTE

**POUR NOUS FAIRE ENTENDRE, MOBILISONS-NOUS !
POUR NOS SALAIRES, POUR L'EMPLOI,
POUR LA SÉCURITÉ SOCIALE
ET POUR UN AUTRE PARTAGE DES RICHESSES
POUR TOUTES ET TOUS !**

Salaires, emploi, sécurité sociale : un triptyque qui fait du bien à tous.

- Plus de 90 milliards d'exonérations de cotisations sociales chaque année au profit du patronat et des actionnaires
- Plus de 200 milliards d'euros d'aides publiques chaque année aux entreprises
- Et pendant ce temps, l'austérité impose toujours plus d'économies sur notre dos : franchises médicales, remboursements, fermetures de services, suppressions de postes...

La Sécurité sociale appartient aux assuré-es, pas aux marchés financiers !

Augmenter les salaires, c'est augmenter le salaire socialisé et donc donner les moyens à la Sécurité sociale.

Créer des emplois stables et de qualité, c'est plus de cotisations, plus de solidarité, plus de droits pour toutes et tous.

Renforcer la sécurité sociale, c'est des hôpitaux qui soignent, des prestations qui protègent, des droits garantis pour la retraite et tous les aléas de la vie.

Le Projet de Loi de Financement de la Sécurité sociale (PLFSS) est devenu l'outil de l'austérité. Il réduit chaque année les prestations de la sécurité sociale afin d'exonérer toujours plus les entreprises.

Une autre logique est possible : la réappropriation des richesses au profit d'une sécurité sociale et du progrès social.



AUGMENTER LES SALAIRES

C'est augmenter le salaire socialisé et donc donner les moyens à la sécurité sociale.



LA COTISATION SOCIALE

NOTRE BIEN COMMUN



CRÉER DES EMPLOIS STABLES ET DE QUALITÉ

C'est plus de cotisations, plus de solidarité, plus de droits pour toutes et tous.



RENFORCER LA SÉCURITÉ SOCIALE

C'est des hôpitaux qui soignent, des prestations qui protègent, des droits garantis pour la retraite et tous les aléas de la vie.

LA CGT REVENDIQUE :

L'augmentation générale des salaires, des pensions et des droits sociaux (ou prestations sociales). Une politique ambitieuse de création d'emplois stables et qualifiés. La fin des exonérations de cotisations sociales. Un financement de la Sécurité sociale reposant exclusivement sur la cotisation sociale. La suppression des PLFSS qui placent la Sécurité sociale sous tutelle budgétaire de l'État. Le retour à une gestion démocratique de la Sécurité sociale par les représentants des assurés eux-mêmes. Un « 100 % Sécu » répondant pleinement aux besoins de la population. Plus de salaires, plus d'emplois, plus de cotisations : une Sécurité sociale plus forte au service de toutes et tous !

NOTRE SÉCURITÉ SOCIALE N'EST PAS UNE CHARGE, C'EST UN DROIT !